

COMMUNES

Thierry Baudouin

Assoc. **Multitudes** | « **Multitudes** »

2011/2 n° 45 | pages 132 à 138

ISSN 0292-0107

ISBN 9782354800901

Article disponible en ligne à l'adresse :

<http://www.cairn.info/revue-multitudes-2011-2-page-132.htm>

Pour citer cet article :

Thierry Baudouin, « Communes », *Multitudes* 2011/2 (n° 45), p. 132-138.
DOI 10.3917/mult.045.0132

Distribution électronique Cairn.info pour Assoc. Multitudes.

© Assoc. Multitudes. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

sommaire

Communes

133 *Thierry Baudouin*

Vélorution et masse critique

144 *Jean Bacchetta & Lionel Vellas*

La lutte des places Où construire en commun ?

149 *Sébastien Thiery*

Communes

Thierry Baudouin

L'un des principaux communs à créer aujourd'hui me semble devoir emprunter à une féminisation du terme, c'est-à-dire à faire des communes des territoires essentiels d'un agir ensemble.

La Boétie avait raison, c'est l'habitude qui fonde le pouvoir. Au moins en Occident, un système démocratique de délégation à l'État fondé sur le principe de redistribution avait été progressivement accepté à mesure qu'il devenait relativement profitable à la plupart, notamment durant le fordisme. Que, de notre point de vue, l'enrichissement sans conteste des populations du Nord industriel par un capitalisme d'État depuis la dernière guerre mondiale ait résulté des luttes permanentes des travailleurs dans et hors des entreprises ne change rien au fait que l'institué régalien avait fini par être accepté de (presque) tous à cause de sa tendance égalitaire.

Cette délégation à l'État est pourtant (re) mise en question après que les luttes aient fini par faire éclater ce fordisme national en contraignant le capital à innover la mondialisation. Dès lors en effet, toute la logique hiérarchique pyramidale propre à ce système apparaît inefficace, puis crapuleuse. C'est vrai aux yeux de l'ancienne classe ouvrière, brutalement précarisée, comme de l'ensemble de la classe moyenne qui, perdant dorénavant du revenu, en vient à progressivement ignorer et même haïr ce pouvoir institué. Le problème est que seules pour le moment les extrêmes-droites mobilisent sérieusement sur cette remise en cause de la forme souveraine traditionnelle avec ses nombreux mouvements d'abstentions ou de *tea party* et autres autonomismes régionaux.

Au sein des gauches, la plupart se contentent d'espérer encore confusément un retour à ce cadre de l'État-nation à la faveur d'une crise de la globalisation, au moment même où cette dernière est pourtant appréhendée tout au contraire comme fondamentalement révolutionnaire par l'ensemble du reste du monde. Comme si le formidable enrichissement des nouveaux ouvriers évadés des famines rurales de l'extérieurs-monde dans les métropoles émergentes ne pouvait qu'être conditionné par un appauvrissement correspondant de l'Occident. Haine d'un État outil de l'ultra-libéralisme et attente d'une restauration souverainiste partagent en tout cas un même fantasme conservateur fondé sur l'ancien monde industriel blanc aux relations externes nécessairement interétatiques, et donc brutales. D'où les détestations toujours croissantes au fur et à mesure que la mondialisation s'étend, envers les « immigrés » d'abord, mais aussi envers l'Union Européenne, Google, le net, etc. Comme si l'ancienne structure hiérarchique de l'État-nation fordien avait jamais été propice à un « bien » vivre ensemble.

Il est dès lors logique que cette ignorance délibérée des opportunités ouvertes par la mondialisation se traduise par un manque grave de propositions alternatives à l'ancienne spatialisation régaliennne.

Tout d'abord, la transcendance caractéristique du pouvoir régalien s'avère historiquement si formidablement pesante que les diverses instances de dépassement mises en place depuis l'avènement de la phase libérale s'avèrent toutes la reproduire largement. Même si l'échelle spatiale change nécessairement puisque l'on passe au niveau du continent ou de la région, l'initiative citoyenne reste aussi limitée. L'institution la plus prometteuse, l'Union Européenne, voit tout particulièrement bloquer son principe fondamental de subsidiarité qui représente le meilleur outil institutionnel de dépassement de l'omnipotence régaliennne. Seules les démocraties non centralisées, c'est-à-dire fédérales comme l'Allemagne ou/et régionales comme la Belgique, les Pays-Bas, l'Italie ou l'Espagne acceptent cette subsidiarité – et déjà se dessine alors le moteur essentiel des villes qui y ont historiquement toujours disposé d'une forte autonomie. Du Nord au Sud, Hambourg, Anvers ou Barcelone travaillent avec l'État et l'Europe dont elles requièrent les capacités financières et internationales, sans leur être nullement soumises. Tout au contraire, leur dynamisme constitue de précieuses ressources, tant en matière d'initiatives d'aménagements qu'en matières fiscales, pour ces puissances régaliennes qui appuient pleinement les stratégies propres à chacune de ces villes.

Mais le centralisme reste ailleurs largement dominant. Les acquis historiques de certaines villes, au lieu de se disséminer à travers l'Europe, sont plutôt accaparés par des droites autonomistes de type *Ligua Nord* ou *Vlaams Block* de sorte que des réactions individualistes régionales s'ajoutent au contraire aux nostalgies de l'ère régaliennne pour mieux interdire à la subsidiarité de s'affirmer comme le principe démocratique de base. Bourgeoisies régionales tout comme hautes fonctions publiques nationales s'acquiennnent souvent avec le capitalisme multinational: les *deals* entre gouvernances locales plus tolérantes contre profits octroyés par les firmes globales aux notables sont nombreux. En même temps, l'État invoque aussi son appauvrissement pour valoriser des fonctions régaliennes indispensables, notamment celles attachées à la redistribution des revenus, afin de consolider encore son paradigme hiérarchique centralisée.

Ainsi le principe de la subsidiarité que la plupart de ces instances, et pas seulement les plus centralisées, s'appliquent très continûment à laisser dans l'ombre devient l'objectif essentiel d'un devenir citoyen qui poursuit tout autre chose qu'une productivité d'échelle recherchée par ces structures. Le territoire le plus proche de la vie citoyenne s'avère être le plus efficient pour la plupart des problèmes qui ne nécessitent nullement une intervention « supérieure » selon le modèle souverainiste qui vise à la hiérarchisation spatiale de la totalité des rapports sociaux. La subsidiarité vise tout à l'inverse à faire de toute intervention régaliennne une exception. Le dépassement des nombreuses improductivités des systèmes démocratiques actuels, tant en ce qui concerne l'antagonisme entre public et privé que la hiérarchie spatiale, dessine dès lors la ville comme le territoire où un maximum d'intérêts communs s'expriment pour être débattus, immédiatement et concrètement.

La Révolution française avait précisément qualifié de « commune » le territoire de base d'une solidarité citoyenne. On sait que l'État jacobin a depuis cantonné malgré tout la ville au rang de « collectivité locale » entièrement soumise à un « intérêt général » décidé par le pouvoir central. Mais l'Europe et la mondialisation affirment dorénavant le rôle productif des villes à travers ses différentes appellations de cluster, district, *city region*, ville-pays, système productif local ou encore métropole. La principale réaction du vieil État régalien est l'invocation permanente des effets d'échelle pour maintenir son pouvoir. La déconcentration socialiste a d'abord relooké un jacobinisme régionalisé avec des super-préfets plus proches de populations appelées à toujours plus participer. Les ultras-libéraux reviennent depuis en arrière, en tentant notamment de préserver la prééminence d'une capitale désormais présentée comme métropole dotée d'un ministre du Grand Paris ! Tout ceci a surtout pour effet de retarder considérablement la réémergence des villes en France, comme le prouvent sans appel tous les classements européens et mondiaux. C'est qu'au-delà du pouvoir central, tous les partis nationaux soutiennent ce centralisme rénové qui leur assure une démultiplication des postes de notables-présidents, toujours cumulables de surcroît.

Rien ne saura néanmoins empêcher les villes et leurs territoires de devoir élaborer dorénavant des stratégies, d'innover dans les domaines économiques, culturels, universitaires, sociaux, pour affirmer progressivement leurs subjectivités collectives, que les relations toujours croissantes de coopérations et de concurrences avec d'autres villes générées par la mondialisation rendent indispensables. Mais toutes ces dernières notions, intolérables aux yeux de l'égalitarisme jacobin, doivent pourtant être aussi réexaminées d'un point de vue citoyen.

Au-delà de sa réduction en termes de « collectivité territoriale » par l'urbanisme d'État durant toute l'ère industrielle, la ville récupère aujourd'hui son étymologie directement politique et constitue un cadre majeur du commun qui nous préoccupe. *Les villes apparaissent comme communes à leurs citoyens.* C'est à présent au sein de la ville que des communautés d'intérêt très divers peuvent s'affirmer en débattant entre elles à propos d'un même territoire dont toutes se préoccupent du devenir. La démocratie s'affirme et redevient productive directement dans et par la ville. Certains

citadins peuvent viser son développement, capitaliste ou plutôt durable, d'autres ambitionner sa décroissance, mais la ville s'affirme comme un lieu nouveau de débats parce que l'économie et la vie y sont liées, en même temps que l'affirmation des dissensus y devient directement productive.

L'avance très considérable des villes européennes sur les collectivités locales jacobines, dans pratiquement tous les domaines économiques et culturels, montre concrètement cette réelle productivité de la démocratie dans les villes. Tout autant soumises que les collectivités administratives françaises aux pressions des multinationales, elles trouvent avant tout dans leur gouvernance démocratique les moyens non seulement de négocier mais aussi d'élaborer des alternatives vis-à-vis de ces firmes.

Depuis longtemps déjà, *Futur Antérieur* (n° 10 en 1992) puis *Multitudes* (n°s 6, 17, 31 jusqu'au récent 43) affirment les villes comme le territoire productif essentiel non seulement du capital mais aussi des citadins très divers qui y vivent. Avec la mondialisation, non seulement les gens y habitent mais, surtout, sont mis en situation d'y produire à tout moment et de circuler. La ville territoire métropolitain peut bien être vue conceptuellement comme l'usine d'hier, à condition d'immédiatement préciser que ses richesses et les relations nécessaires à leur production diffèrent radicalement de ceux de l'ère industrielle.

Le bouleversement de toutes les anciennes segmentations hiérarchiques s'affirme d'abord au plan spatial par la remise en cause des rapports entre centre et périphéries, majeurs au plan international et dans la ville. Le rôle nouveau de la ville repose sur une mondialisation qui n'a rien d'une massification fordienne mais qui génère tout au contraire une hybridation du global et du local dans laquelle la métropole est l'interface centrale. Les multinationales y « externalisent » toujours plus de services en prise directe avec les modes de consommation et les affects locaux. La ville est donc au cœur du capitalisme global parce que ce dernier n'a d'autres choix que de fonctionner nécessairement *avec* le local, et non pas au-dessus ni contre lui. Le souverainisme et tous ses adorateurs sont ici totalement pris à contre-pied dans leur vision à la fois transcendante et hiérarchique, alors que les villes, par contre, faisant directement face à la mondialisation, acquièrent de cette hybridation territoriale un pouvoir croissant. Entreprises régionales et citoyens peuvent à présent négocier face aux firmes globales des parts de plus-values et d'emplois au profit de leur cité. Tout le monde doit admettre l'importance du *glocal* dans le débordement de l'ancienne hiérarchie centre/périphéries au niveau international, avec l'émergence des BRIC (Brésil, Russie, Inde, Chine).

L'autre niveau, celui du local, reste cependant encore souvent assimilé au localisme, alors que les opportunités qu'il offre aux métropoles sont aussi importantes. Les subjectivités mises aujourd'hui en avant par les villes ne sont plus limitées à l'économie de l'ancienne « ambiance » locale favorable aux firmes d'Alfred Marshall pour dessiner un autre rapport de force en devenir, en mobilisant aussi ses composantes culturelles et cognitives. Il ne s'agit plus de l'antagonisme frontal d'antan, les banlieues ne sont pas « contre » les villes ni ces dernières « contre » le capitalisme; il s'agit plutôt d'une affirmation de nouveaux acteurs dans un nouveau rapport capital/ travail.

Le commun des communes affirme donc des vies sociales propres. Il ne s'agit bien évidemment plus des instances à la fois administratives et encloses attachées à ce terme depuis la Révolution jacobine de 1789 qui craignait plus que tout l'autonomie des villes, encore suspectées aujourd'hui d'initiatives pour leur développement. La mondialisation permet aux villes de s'émanciper de l'autisme dans lequel l'État les enfermait. Elles ne se définissent plus par des frontières administratives et nul ne cherche celles de la Silicon Valley, de la Randstad ou de Shanghai parce qu'elles varient selon les gouvernances des multiples projets élaborés en leur sein. De même, leurs coopérations proches ou lointaines innovent des pôles de compétences à des échelles très diverses et le plus souvent transnationales. En même temps, s'efface aussi tout l'ancien système centralisé et hiérarchique de la démocratie régaliennne: il ne s'agit notamment pas de faire «participer» le peuple aux décisions du pouvoir, mais bien d'innover les meilleures gouvernances de chaque cité par ses citoyens.

Ces nouvelles formes démocratiques mises en place par et dans les villes sont ainsi tout d'abord très diverses et spécifiques de la subjectivité collective de chacune, c'est-à-dire de son histoire et de ses pratiques. Les *Bauforums* de Hambourg, la communauté portuaire d'Anvers ou les «plans stratégiques» de Barcelone n'ont absolument rien de *best practices* qui pourraient être reproductibles hors de leur contexte propre. Ainsi le modèle barcelonais, très bien vendu par ses experts urbains à beaucoup de cités d'Amérique latine, notamment Rio, s'avère largement improductif là-bas puisque toute la démocratie catalane qui en fonde le dynamisme n'est évidemment pas incluse dans le transfert. La démocratie n'a rien d'un patrimoine intangible et universel, même pour la République française qui s'en croit de plus la fondatrice: elle s'invente en permanence selon les lieux et leurs enjeux.

Reposant sur les affects subjectifs des citoyens vis-à-vis de leur cité, la gouvernance se transforme aussi constamment en fonction des objectifs économiques et politiques ainsi que des quartiers impliqués. La ville de Barcelone est ainsi devenue en vingt ans la métropole catalane de même que l'urbanisme des *Bauforums* de Hambourg vise dorénavant directement aussi le développement d'une dimension métropolitaine «cosmopolite». Bien au-delà du seul aménagement bâti, les citoyens se mobilisent autour d'objectifs choisis, c'est-à-dire intensément débattus, au sein de la cité. Soit des conflits multiples et permanents toujours extrêmement vifs, notamment dans la presse locale. Dès lors que «la place» acquiert une dimension entrepreneuriale vis-à-vis de l'ensemble de ses ressources, l'affirmation des dissensus est essentielle à la démocratie locale et toujours liée à une forte dimension festive conviviale – deux éléments cruellement absents des hiérarchies souverainistes.

Académique ou politique, l'analyse majoritaire des souverainistes nie systématiquement ces subjectivités des métropoles en se limitant à un phénomène dit de métropolisation (encore le singulier et l'universel!) dans la même vision erronée de massification qui préside aussi à son appréhension de la mondialisation. La droite comme la gauche en restent toujours au fordisme, élargi cette fois au monde, de sorte que les maîtres de l'urbanisme se lamentent uniformément derrière Mike Davis sur la zéopolis d'une agglomération de zones de ghettos franchisés ou de taudis.

De même que le commun est à inventer, il est donc aussi à contextualiser pour permettre aux subjectivités de s'affirmer au-delà des paradigmes dominants de l'État-nation et de la croissance. Les villes françaises représentent ainsi des cas particulièrement ardu, bien au-delà de leurs seuls mauvais classements mondiaux ou européens. Car, à l'encontre de l'écrasant étatismisme, jusqu'à présent seuls ceux qui s'en détournent mettent en avant et s'approprient la métropole comme territoire. L'État peut ainsi prôner l'exclusion des « racailles » de banlieues, mais pas les empêcher de s'affirmer « parisiens » au sein de la métropole. L'opération de rénovation des Halles par exemple a révélé qu'ils valorisent pleinement sa position *moit-moit* (« moitié-moitié ») dans la métropole (et non pas « au centre » d'une structure administrative municipale et régionale). Ce commun de dimension métropolitaine, que l'on retrouve dans les pratiques de bien d'autres habitants, n'est pas l'objet d'une valorisation dans les débats institués du Grand Paris ou même de Paris Métropole, toujours rabattus par l'État sur de « grands » transports et profits immobiliers. Grand Huit ou pas, les citoyens veulent, eux, prioritairement restreindre leurs déplacements au moyen du télétravail et du rapprochement domicile travail. Privilégier le point de vue des villes par rapport à celui de l'État comme lieux de recomposition d'une citoyenneté majeure de la vie publique doit devenir l'enjeu principal à venir.